

Les activités récentes de la fédération

N° 48

Mes meilleurs vœux pour 2021

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 47 (donc en décembre 2020).

1.1 Les vœux de la fédération



1.2 La lettre n° 4 de la fédération

L'éditorial du président souligne le caractère très particulier de cette année 2020. La lettre présente les informations transmises par les associations nationales. Une partie de la matière de cette lettre figure dans le paragraphe suivant.

1.3 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.3.1 Environnement, climat et développement durable

- La qualité de l'air dans l'UE s'améliore, mais des problèmes subsistent : la pollution par l'oxyde d'azote, a diminué de 34 % entre 2009 et 2018. La mauvaise qualité de l'air a entraîné la mort d'environ 379 000 personnes en 2018 (-60 000 par rapport à 2009), selon l'évaluation de l'Agence européenne de l'Environnement ;
- Le marché unique européen est l'un des meilleurs outils dont nous disposons pour créer une véritable économie circulaire, explique un rapport du Parlement européen ;
- Les organisations patronales s'affrontent sur l'objectif climatique de l'UE pour 2030 ;
- La Commission européenne publie la première « liste verte » au monde pour l'investissement durable ;
- Les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne ont chuté de 3,7 % l'année dernière ;
- La Commission européenne a élaboré un projet d'accord visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990 ;
- Le changement climatique est l'une des principales priorités internationales de M. Biden ;

- Une nouvelle stratégie sur les produits chimiques, dévoilée par la Commission, interdirait l'utilisation des substances chimiques les plus nocives dans les produits de consommation tels que les jouets, les cosmétiques et les détergents ;
- L'Orgalim a publié sa position sur le projet de guide bleu ;
- La Commission a annoncé son intention de réviser les annexes de la directive (16 décembre 2008) des normes dans le domaine de la politique de l'eau ;
- Le plan de transport durable de l'UE vise à réduire les émissions de 90 % d'ici 2050 : 82 initiatives, contenues dans une « stratégie de mobilité durable et intelligente » ;
- Les changements au Royaume-Uni et aux États-Unis pourraient conduire à repenser le système d'échange de quotas d'émission ;
- McKinsey a cherché les scénarios visant les objectifs de réduction des émissions en réduisant le coût. Son rapport décrit la voie la moins coûteuse parmi les nombreuses étudiées.
- Malgré les perturbations liées à COVID-19, le secteur de l'énergie éolienne s'est révélé résistant face à la crise ;

1.3.2 Digital

- Thierry Breton a dévoilé les critères pour la définition des « plates-formes de contrôle d'accès » dans le cadre du futur « Digital Markets Act » ;
- Le Conseil a approuvé des règles pour les dispositifs grand public connectés à l'internet et les nouveaux risques qui en découlent ;
- Un nouveau projet de loi US sur la sécurité charge le NIST de créer des normes minimales de cybersécurité pour les dispositifs détenus ou contrôlés par le gouvernement américain ;
- Donald Trump a signé un décret fixant les principes de l'utilisation de l'intelligence artificielle par les agences fédérales ;
- Bucarest accueillera le nouveau centre de cyberrecherche de l'UE ;
- L'UE fait des ouvertures sur la collaboration en matière de cybersécurité sous l'égide de Biden ;
- Les plates-formes en ligne seront contraintes de respecter un large éventail d'obligations dans le cadre de nouveaux plans ambitieux définis par la Commission européenne dans sa loi sur les marchés numériques (DMA) et sa loi sur les services numériques (DSA).

1.3.3 Économie

- La Commission constate une augmentation du partage des données dans le cadre de la stratégie de lutte contre les fuites en matière de propriété intellectuelle ;
- La Commission européenne a publié un plan d'action sur la propriété intellectuelle, afin d'aider les petites entreprises ;
- Le prix du pétrole se stabilise malgré les énormes stocks de brut aux États-Unis ;

1.3.4 Santé

- La Commission européenne a publié une mise à jour sur les organismes notifiés pour les Règlements sur les dispositifs médicaux et les essais in vitro
- L'accord États-Unis-Mexique-Canada est important pour la FDA, la FDA suit de près la politique commerciale pour protéger la réglementation et pour utiliser les accords commerciaux comme un moyen de faire progresser la santé publique ;
- Le JRC (centre de recherche de la Commission) publie de nouveaux matériaux de référence pour le contrôle de la qualité des tests de détection des anticorps anti-SARS-CoV-2 ;

1.3.5 Alimentation et agriculture

- l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) conclue que l'édition du génome ne présente pas de risques supplémentaires par rapport aux méthodes conventionnelles de sélection ;
- L'EFSA a présenté un nouvel outil destiné à aider les exploitants à décider quand appliquer la date « limite de consommation » ou la date « de péremption » à leurs produits ;

- La procédure actuelle d'approbation des substances actives contenues dans les pesticides « soulève des inquiétudes » selon le médiateur européen ;
- FoodChain ID, une organisation de sécurité alimentaire, a développé un programme de certification végétarienne, végétale et végétalienne (VEG) ;
- Les ministres européens de l'Agriculture ont donné le feu vert à un système d'étiquetage sur le bien-être des animaux à l'échelle de l'UE
- Selon Greenpeace, la production laitière est le secteur agricole le plus émetteur de CO₂, avec un total de 235,73 Mt CO₂eq en 2018, il est essentiel de réduire ces émissions ;

1.3.6 Commerce

- Les critiques des États membres et la crise de COVID retardent la ratification de l'accord UE-Mercosur ;
- La Chine atteint seulement 26 % de l'objectif de 2020 pour les importations d'énergie des États-Unis dans le cadre de l'accord commercial ;
- Selon le Commissaire Dombrovskis, un accord commercial approfondi et complet avec les États-Unis est « impossible » même avec la victoire de J. Biden ;
- Amazon a annoncé mardi une opération conjointe avec le Centre national de coordination des droits de propriété intellectuelle (IPR Center), visant à empêcher l'entrée de produits de contrefaçon aux États-Unis ;
- La Commission a présenté une stratégie visant à renforcer les liens avec les États-Unis après la victoire du président américain élu Joe Biden ;
- Le Royaume uni et la Commission ont trouvé un accord sur le Brexit ;
- L'avertissement de Joe Biden anéantit les espoirs britanniques d'un accord commercial rapide avec les États-Unis ;

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

Les inscriptions sont maintenant ouvertes pour la prochaine réunion de l'IAF et de l'ILAC ;

2.2 IAF

2.2.1 Comité technique

L'IAF a tenu son comité technique à distance (réunissant 262 participants), on peut retenir les points suivants :

- Création d'un nouveau groupe de travail sur la norme ISO/CEI 17011 (portant sur l'accréditation). Actuellement, l'IAF compte 27 documents obligatoires. 12 d'entre eux sont spécifiques à l'application de la norme 17011. L'ILAC dispose également de plusieurs documents. Il est reconnu qu'il n'y a pas de comité de coordination ou d'approche commune entre l'IAF et l'ILAC sur ce point particulier.
- Les activités d'audit pour l'accréditation des organismes de certification de systèmes de management seront examinées. Ceci est en partie dû à l'impact du Covid-19. Les révisions devraient se concentrer sur la réduction potentielle du nombre d'auditeurs ou sur le resserrement des paramètres d'audit. Bien que cela concerne les organismes d'accréditation, la fédération doit assurer un suivi en raison de l'effet de retombée de l'IAF sur nos organismes.

2.2.2 Textes approuvés

- IAF MD 13:202X —Exigences de connaissance pour le personnel des organismes d'accréditation pour les systèmes de gestion de la sécurité de l'information (ISO/IEC 27001) (numéro 2) ;

2.3 ILAC

2.3.1 Travail conjoint avec le BIPM

- Le BIPM et l'ILAC organisent un Webinar conjoint sur la KCDB 2.0 (base de données du BIPM sur les comparaisons clés en métrologie) dans le contexte de l'accréditation, qui se tiendra le 21 janvier 2021.

2.3.2 Documents publiés

- Les résolutions adoptées lors de sa 24e assemblée générale virtuelle le 22 octobre 2020 ont été mises en ligne sur le site web de l'ILAC ;
- L'ILAC a fait circuler des informations concernant le statut du document sur la coopération entre les organismes de crédit et a fourni une version 5 ;
- L'ILAC a publié une révision de la deuxième communication conjointe avec l'Agence mondiale antidopage publiée initialement en novembre 2009 ;
- ILAC P14:09/2020 La politique de l'ILAC concernant l'incertitude de mesure dans l'étalonnage est maintenant disponible sur le site web de l'ILAC. La date de mise en œuvre de cette mise à jour est mars 2021.

2.4 EA

2.4.1 Nouveaux documents en ligne

Les documents révisés suivants sont en ligne sur le site d'EA :

- EA-1/06 Accord multilatéral sur l'environnement — critères de signature — politique et procédures de développement ;
- EA-INF/17 Registre des résolutions de l'EA à l'usage des organismes nationaux d'accréditation et des évaluateurs de l'EA ;
- EA-INF/01 liste des publications et documents internationaux de l'EA ;

2.4.2 Publication des résolutions de la 46° AG d'EA

Les résolutions de l'assemblée générale organisée fin novembre par Madrid ont été publiées. Laurent Vinson (COFRAC) est confirmé comme président du comité des laboratoires.

Trois résolutions méritent notre attention :

- Résolution 2020 (46) 01 concernant les nouveaux dirigeants à partir du 1er janvier 2021 (cf. ci-dessus) ;
- Résolution 2020 (46) 09, concernant les normes harmonisées applicables à l'accréditation pour les nouvelles législations ;
- Résolution 2020 (46) 15, concernant la prolongation de la transition de la norme ISO 17025 (comme prévu) ;

3 L'actualité en normalisation

3.1 L'OMC et les normes

- L'OMC a publié les mesures prises par les membres de l'OMC sur les normes, les réglementations et le Covid — 19

3.2 Normes européennes

- La Commission européenne a publié la dernière liste en date des normes harmonisées pour l'accréditation et l'évaluation de la conformité ;
- La Commission européenne a publié son programme de normalisation pour 2021 ;

3.3 ISO

3.3.1 Élection par correspondance des membres

- Mme Ulrika Francke (Suède) a été élue présidente de l'ISO pour la période 2022-2023. Mme Francke sera le président élu en 2021 ;
- Mme Sauw Kook Choy (Singapour) a été reconduite dans ses fonctions de vice-présidente (gestion technique) et M. Mitsuo Matsumoto (Japon) dans ses fonctions de vice-président (finances) pour la période 2021-2022 ;
- L'AFNOR (Groupe 1) est membre du conseil, il est aussi membre du conseil d'administration technique (ses deux mandats portant jusqu'à 2023) ;

3.4 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.4.1 Normes en cours d'élaboration

- Le projet CD ISO/IEC 17060, évaluation de la conformité - Code de bonne pratique, a été approuvé par 97 % des votes (membres P) ;
- l'ISO/TC 309 et l'ISO CASCO ont décidé de lancer l'élaboration d'une révision de l'ISO/CEI TS 17021-13, évaluation de la conformité — exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification de systèmes de management — partie 13 : Exigences de compétence pour l'audit et la certification de systèmes de management de la conformité. Ce travail sera effectué par le groupe de travail conjoint 59 du CASCO (JWG59) ;

3.4.2 Clarification

- La réponse à une demande de clarification sur la clause 7.6 de la norme ISO CEI 17065 a été publiée. Toutes les demandes de clarification sont accessibles à partir du site web de l'ISO sur les ressources d'évaluation de la conformité ;